

DÉLIBÉRATIONS

SOUS-PREFECTURE

18 MARS 2013

SAINT-GAUDENS

Département
de la Haute-Garonne

République Française

Arrondissement
de SAINT-GAUDENS

Extrait du registre des délibérations
du Conseil Communautaire

Communauté de Communes
du Canton d'AURIGNAC

Séance du 14 mars 2013

L'an deux mille treize et le quatorze mars, à 18 heures 00, le Conseil Communautaire s'est réuni, sous la Présidence de Monsieur Jean-Luc GUILHOT, Président.

Nombre de délégués : 54

Vote : Pour : 19

Présents : 28

Contre : 0

Absents : 26

Abstention : 9

Secrétaire de séance : Jean-Michel LOSEGO.

Objet : Prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 123-1, L. 123-6 et L. 300-2 ;

Vu la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010, dite loi « Grenelle » ;

Vu la loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne du 05 janvier 2011 et notamment son article 19 ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 26 mars 2007 ayant prescrit l'élaboration d'un Plan local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) sur le territoire de la communauté de communes excepté la commune d'AURIGNAC ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 27 janvier 2010 ayant approuvé le Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune d'AURIGNAC.

Monsieur le Président présente les raisons de la reprise de l'élaboration du PLU intercommunal et son extension à la commune d'AURIGNAC.

Par délibération du 26 mars 2007 le conseil communautaire a prescrit l'élaboration d'un PLU intercommunal sur 18 des 19 communes composant la communauté de communes.

En effet, le PLU de la commune d'AURIGNAC était déjà en cours d'élaboration et n'a pas été intégré dans ce projet comme le permettait la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 10 décembre 2000, sous

DÉLIBÉRATIONS

- ■ l'emprise de laquelle avait été lancée cette procédure. Ce PLU a été approuvé
- ■ par délibération du 27 janvier 2010 sous le format loi SRU et devra être
- ■ transformé en PLU « Grenelle » avant le 1^{er} janvier 2016, conformément à la
- ■ loi portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de
- ■ l'Union Européenne du 05 janvier 2011.
- ■ Le projet de PLUi a été arrêté par délibération du conseil communautaire du
- ■ 19 décembre 2011, soumis à l'avis des personnes publiques associées (PPA)
- ■ et à enquête publique du 10 septembre 2012 au 5 novembre 2012. La
- ■ commission d'enquête a rendu le 28 décembre 2012 un avis défavorable.
- ■ L'approbation du PLUi fragiliserait le document en cas de référé suspension,
- ■ celui-ci entraînant une suspension du caractère exécutoire du PLUi en
- ■ l'attente d'un jugement définitif.
- ■ En conséquence, il est préférable de reprendre les études du PLUi afin de
- ■ disposer d'un document plus sûr juridiquement, notamment en mettant en
- ■ œuvre une nouvelle enquête publique.
- ■
- ■ Cette reprise de l'élaboration nécessite, au-delà de la prise en compte d'une
- ■ partie des remarques émises par les PPA et la commission d'enquête sur le
- ■ premier projet, des études complémentaires, du fait des évolutions législatives,
- ■ qui porteront notamment sur :
- ■
- ■ La prise en compte des évolutions liées à l'application de la loi « Grenelle »
- ■ (objectifs de modération des espaces naturels et agricoles, trame verte et bleue,
- ■ orientations d'aménagement et de programmation valant programme local de
- ■ l'habitat (PLH). En effet, conformément à la loi portant diverses dispositions
- ■ d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne du 05 janvier 2011,
- ■ le PLUi ne pouvant plus être approuvé avant le 1^{er} juillet 2013, doit être
- ■ dorénavant élaboré selon les préconisations de la loi « Grenelle » ;
- ■ La probabilité de devoir réaliser une évaluation environnementale, selon les
- ■ nouvelles procédures prévues dans le décret du 23 août 2012 ;
- ■ L'intégration de la commune d'AURIGNAC dans le PLUi. En effet, à partir du 13
- ■ juillet 2013, toute révision du PLU d'une commune membre d'un EPCI compétent
- ■ en planification urbaine entraîne l'élaboration d'un PLUi sur l'ensemble du
- ■ territoire de l'EPCI. La commune d'AURIGNAC devant lancer la révision de son
- ■ PLU courant 2014 pour intégrer les dispositions de la loi « Grenelle », il est
- ■ préférable de l'inclure de suite au PLUi, afin d'éviter une nouvelle procédure, qui
- ■ pourrait intervenir avant même l'approbation du PLUi sans cette commune.
- ■
- ■ L'intégration de la commune d'AURIGNAC au PLUi et les évolutions récentes de
- ■ la législation en matière d'urbanisme nécessiteront la reprise des objectifs pour
- ■ lesquels la communauté de communes souhaite élaborer un PLU
- ■ intercommunal. Ceux-ci sont au nombre de six, à savoir :
- ■
- ■ La protection des espaces naturels et forestiers a déjà été prise en compte dans
- ■ la première version du PLUi, qui avait déjà en grande partie intégré la loi
- ■ « Grenelle ». Le nouveau PLUi s'attachera à préserver les continuités
- ■ écologiques sur l'ensemble du territoire, voire à prévoir les moyens de leur
- ■ remise en bon état. En cohérence avec le Schéma Régional de Cohérence
- ■ Ecologique en cours d'élaboration, le futur PLUi définira les trames verte et bleue
- ■ de l'espace communautaire ;
- ■
- ■

DÉLIBÉRATIONS

- L'agriculture est l'un des principaux domaines d'activité au sein de la communauté de communes et doit être préservé. Dans ce cadre, le PLUi définira, en concertation avec la profession, les territoires à protéger par un classement en zone agricole en raison de leur potentiel agronomique, biologique ou économique. Il recensera également les secteurs comprenant des constructions existantes non liées à l'activité agricole ;
- Le PLUi devra définir les conditions du développement économique du territoire, en répartissant les zones d'activités au plus près des habitants et en favorisant la diversité des fonctions (commerce, services, artisanat) au sein des zones d'habitats pour un meilleur service aux personnes ;
- Depuis le recensement de 1999 le canton d'Aurignac connaît une croissance démographique continue de l'ordre de 1% par an. Le PLUi fournira des moyens au territoire pour prendre en compte et maîtriser cette croissance dans les prochaines années. Cela se traduira notamment par la mise en place d'une politique du logement avec, en particulier dans les orientations d'aménagement et de programmation, la réalisation d'un programme local de l'habitat (PLH), qui fixera la répartition des nouveaux logements sur l'ensemble des communes. Le PLUi permettra la mise en œuvre de ce PLH par la délimitation de zones urbaines et surtout à urbaniser (AU), dans chaque commune ;
- L'objectif de développement démographique, et donc de création de zones constructibles, devra se faire dans l'optique d'une modération de consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers qui sera inscrite dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi. Cet objectif de modération devra s'inscrire dans le respect des formes urbaines existantes sur les communes et devra éviter le mitage du territoire, tel qu'il a été pratiqué jusqu'à présent sous l'emprise du RNU, par la réalisation de constructions en dehors des parties actuellement urbanisées ;
- La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 a défini des objectifs de lutte contre le changement climatique et, notamment, de :
 - Porter d'ici à 2020 la part des énergies renouvelables à 23 % de la production d'énergie de la France ;
 - Réduire d'ici à 2020 les consommations d'énergie du parc de bâtiment d'au moins 38 %.
- Pour ce faire, le PLUi devra définir des secteurs où des systèmes de production d'énergie renouvelable pour s'implanter avec un minimum de conflits d'usages avec les autres activités et facilitera, en particulier au travers de son règlement, la réalisation de constructions économes en énergie en cohérence avec les préconisations de la réglementation thermique 2012.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Président et en avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- 1) de prescrire l'élaboration du PLU intercommunal sur l'intégralité du territoire de la communauté de communes, conformément à l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme ;
- 2) d'approuver les objectifs développés par le Monsieur le Président ;
- 3) que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :

DÉLIBÉRATIONS

- Information de la population par des articles à faire paraître dans le journal intercommunal ou dans la presse locale ;
- Organisation de réunions publiques, notamment sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), au niveau intercommunal et par bassins de vie ;
- Présentation du projet au fur et à mesure de son avancement dans les mairies et au siège de la communauté de communes, avec des registres pour consigner les remarques ;
- Présentation du projet au fur et à mesure de son avancement sur le site internet de la communauté de communes, avec recueil des avis de la population ;
- Réunions de travail spécifiques avec la profession agricole.

4) de soumettre, comme l'autorise l'article L. 130-1 du code de l'urbanisme, toute coupe ou abattage d'arbres à déclaration préalable sur l'ensemble du territoire intercommunal ;

5) de demander l'aide de l'Agence Technique Départementale de la Haute-Garonne en tant qu'assistant à maître d'ouvrage ;

6) décide d'engager une consultation afin de désigner le bureau d'études chargé de réaliser l'élaboration du PLU.

7) de solliciter de l'Etat, conformément à l'article L. 121-7 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la communauté de communes pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLU intercommunal ;

8) que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'élaboration du PLU seront inscrits au budget de l'exercice 2013.

La présente délibération sera transmise à monsieur le Sous-préfet de SAINT-GAUDENS et notifiée :

Aux présidents du conseil régional et du conseil général ;

Aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de l'artisanat et de la chambre d'agriculture ;

Au président du syndicat mixte du Schéma de Cohérence territoriale (SCOT) COMMINGES - PYRENEES;

Conformément à l'article R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait à Aurignac, le 14 mars 2013

Certifié exécutoire le ... 18 MARS 2013

Le Président,
Jean-Luc GUILHOT

